

Source : http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/12/11/charbon-petrole-gaz-les-trois-plaies-du-climat-continuent-de-prosperer_5228168_3244.html

Téléchargement 12 12 2017

Charbon, pétrole, gaz : les trois plaies du climat continuent de prospérer

Près de 4 000 invités sont conviés mardi au « One Planet Summit » voulu par la France afin de remobiliser la communauté internationale pour lutter contre le réchauffement.

LE MONDE | • Mis à jour le 11 12 2017 | Par [Pierre Le Hir](#)



La mine défaite, le ministre français de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, prend la parole, mercredi 8 novembre, devant les sénateurs. Ceux-ci viennent de [tailler](#) en pièces, à coups de dérogations, son [projet](#) de loi visant à [tarir](#) la production de [pétrole](#) et de gaz en [France](#) en 2040. « *Je crains qu'ici et ailleurs, nous nous entêtions à [sacrifier](#) l'avenir au présent, lance-t-il aux parlementaires d'une voix blanche. Certains disaient que [cette loi] n'était pas grand-chose. Eh bien, ce pas grand-chose, on n'y arrive même pas.* »

La scène peut [sembler](#) anecdotique, tant l'extraction pétrolière et gazière est marginale en France : à peine 1 % de la [consommation](#) nationale, une goutte d'huile dans l'océan d'hydrocarbures noyant la [planète](#). Elle est pourtant symptomatique de la façon dont les intérêts économiques et les postures politiques continuent de [faire](#) fi des lois de la nature.

Lire aussi : [Le sommet climat du 12 décembre, un pari risqué pour l'Elysée](#)

La mécanique climatique, elle, est implacable. Dans un [rapport publié fin octobre](#), l'ONU [Environnement](#) rappelle que, pour [conserver](#) une chance de [contenir](#) la hausse de la colonne de mercure sous le seuil de 2 °C par rapport au niveau préindustriel, il est urgent de [tourner](#) la page des énergies fossiles, en laissant dans le sous-sol entre 80 % et 90 % des réserves connues de charbon, un tiers de celles de pétrole et la moitié de celles de gaz.

Charbon, pétrole, gaz : les trois carburants du réchauffement climatique, sources des 4/5^{es} de la production mondiale d'énergie primaire et responsables de près des 9/10^{es} des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Un cocktail délétère dont le charbon est le composant le plus nocif, puisqu'il pèse pour plus de 40 % dans les émissions du secteur fossile.

Lire aussi : [Réchauffement climatique : la bataille des 2 °C est presque perdue](#)

L'humanité est loin d'avoir renoncé à cette triple addiction. Les derniers chiffres du consortium scientifique du [Global Carbon Project](#), divulgués début novembre, montrent que, après trois années de stabilisation, les rejets mondiaux de CO₂ issus de la combustion de ressources fossiles et de l'[industrie](#) sont repartis à la hausse en 2017, progressant de 2 %. Cela, en raison principalement du recours accru du géant chinois (+ 3,5 %) à ces énergies carbonées.



Et l'horizon ne se dégage pas. Dans la nouvelle livraison de son [World Energy Outlook](#), présentée le 14 novembre, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une croissance de la consommation énergétique mondiale moins soutenue que par le passé, mais tout de même de 30 % d'ici à 2040. Une demande additionnelle qui équivaut aux besoins actuels de la [Chine](#) et de l'[Inde](#) réunies.

Lire aussi : [Les émissions mondiales de CO2 repartent à la hausse](#)

Même si les renouvelables, solaire et éolien, sont appelés à [monter](#) en régime, pour [couvrir](#) 40 % de l'accroissement de la demande, les fossiles vont [garder](#) une place prépondérante dans les deux prochaines décennies. Le gaz naturel devrait ainsi [connaître](#) un essor rapide (un quart de la demande mondiale d'énergie en 2040), tiré par les marchés asiatiques. Un moindre mal pour le [climat](#) il est vrai, cet hydrocarbure ayant un facteur d'émission de CO₂ plus faible que le pétrole, lui-même moins pénalisant que le charbon.

En dépit d'une croissance ralentie, le pétrole demeurera la première source d'énergie selon les projections de l'AIE, dont le directeur exécutif, Fatih Birol, note qu'il est « *trop tôt pour [écrire](#) son avis de décès* ». Quant au charbon, si l'agence annonce qu'il est « *hors jeu* », c'est pour [signifier](#) non pas sa disparition du paysage énergétique, mais « *la fin des années fastes* » : le parc de centrales électriques alimentées par ce combustible, qui s'est accru de 900 gigawatts (GW) sur la période 2000-2016, ne devrait [augmenter](#) que de 400 GW d'ici à 2040.

Scénario alternatif

L'ère charbonnière n'est donc pas encore révolue. L'ONU Environnement a recensé près de 6 700 centrales à charbon en fonctionnement dans [le monde](#). Si elles étaient exploitées sur la totalité de leur durée de vie prévue – environ quarante ans –, leurs émissions de CO₂ cumulées atteindraient 190 milliards de tonnes (gigatonnes ou Gt). Presque cinq fois le total annuel de l'ensemble des émissions anthropiques. Avec les centrales en construction ou en projet, le volume des rejets

grimperait à 330 Gt. De quoi [ruiner](#) tout espoir de [rester](#) sous la barre de 2 °C de réchauffement.

L'emballlement climatique est-il alors inévitable ? L'AIE met en avant un scénario alternatif, baptisé « [développement durable](#) », de nature à [respecter](#) cette limite. Il suppose un pic d'émissions « *avant 2020* », suivi d'une baisse rapide. Il demande aussi une production électrique largement décarbonée, reposant à plus de 60 % sur les renouvelables. Il exige encore une réorientation des subventions allouées aux énergies fossiles : celles-ci se sont élevées à 260 milliards de dollars (220 milliards d'euros) en 2016, deux fois plus que celles fléchées vers les renouvelables. Un montant en recul continu depuis cinq ans – il atteignait 500 milliards de dollars en 2012 –, mais incompatible avec les impératifs climatiques.

Lire aussi : [Les énergies fossiles ont pollué la COP23](#)

C'est cette décruce que veulent [accélérer](#) les ONG mobilisées sur le front du climat. Avec de premiers succès. Lancée par [350.org](#), la campagne internationale de désinvestissement des fossiles rallie désormais 777 institutions (gouvernements, fonds de pension, compagnies d'assurances, fondations, organisations non gouvernementales, [entreprises](#) privées...) et près de 60 000 particuliers, totalisant 5 600 milliards de dollars (4 700 milliards d'euros) d'actifs. Voilà trois ans, elle ne fédérait que 180 institutions et 650 particuliers, pesant 50 milliards de dollars d'actifs.

A la COP23 (du 6 au 18 novembre à Bonn, en [Allemagne](#)), le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a lui-même plaidé pour la fin des investissements dans des énergies qui promettent à la planète « *un futur insoutenable* ». Cette conférence a du reste vu la création, à l'initiative du [Royaume-Uni](#) et du [Canada](#), d'une [alliance pour la sortie du charbon](#), forte de vingt-cinq pays et collectivités qui espèrent [doubler](#) leur nombre d'ici un an. Une coalition toutefois boudée par les plus gros consommateurs de ce minerai (Chine et Inde) comme par l'Allemagne, qui peine à s'émanciper du lignite et de la houille et dont la chancelière, Angela Merkel, a été accueillie, le 15 novembre, par un « tapis rouge » où était écrit : « *Keep it in the ground* » (« Laissez-le sous terre »).

Lire aussi : [A Jänschwalde, en Allemagne, le dur adieu au lignite](#)

Beaucoup reste à faire. Y compris en [Europe](#) et en France. Les Amis de la Terre ont ainsi produit une étude pointant [les investissements des assurances et des groupes bancaires français](#) dans le secteur du charbon, à hauteur de plus de 2,7 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros), ainsi que plusieurs rapports, sur « [le lobbying de l'industrie gazière](#) » au sein de l'[Union européenne](#), qui continue de [soutenir](#) les énergies fossiles, et sur [l'implication de la France dans des projets gaziers internationaux](#).

Paris devra faire toute sa part du chemin, au-delà de l'arrêt annoncé de la production d'hydrocarbures. Dans son programme présidentiel, Emmanuel Macron avait promis la fermeture, d'ici à la fin du quinquennat, des quatre dernières centrales au charbon de l'Hexagone : les unités de Cordemais (Loire-Atlantique) et du Havre (Seine-Maritime), exploitées par EDF, et celles de Gardanne (Bouches-du-Rhône) et d'Emile-Huchet (Moselle), propriétés d'Uniper. Mais une [communication au conseil des ministres](#) du 7 novembre prévoit que, d'ici à 2022, ces centrales seront « *mises à l'arrêt ou reconverties vers des solutions moins carbonées.* » Une formulation qui laisse [couvrir](#) le feu des fossiles.

Chiffres

37 Gt

C'est, en milliards de tonnes (Gt), la quantité de CO₂ émise en 2017 dans le monde par la combustion de ressources fossiles et l'industrie, selon le Global Carbon Project. Elle est en hausse de 2 % par rapport à 2016, et de près de 70 % par rapport à 1990. Elle représente 90 % du total des émissions de CO₂ (41 Gt), le reste étant issu de l'utilisation des terres, notamment de la déforestation.

43 %

C'est la part du charbon dans les émissions mondiales de CO₂ du secteur fossile en 2016. Elle est de 37 % pour le pétrole et de 20 % pour le gaz.

28 %

C'est le poids de la Chine dans les émissions de CO₂ du secteur fossile et de l'industrie en 2016.

Arrivent ensuite les Etats-Unis (15 %), l'Union européenne (10 %) et l'Inde (7 %). Mais, cumulée sur la période 1870-2016, la part des Etats-Unis est de 26 %, devant l'Europe (22 %), la Chine (13 %), la Russie (7 %), le Japon (4 %) et l'Inde (3 %).